

EN LIBRAIRIE le 7 avril 2011

Le nouveau livre de Jean-Marie Muller

L'impératif de désobéissance

Fondements philosophiques et stratégiques de la désobéissance civile

aux éditions le passager clandestin

288 pages

20 euros

ISBN : 978-2-916952-55-0

Format : 13 x 19,5 cm

Ce qui menace la démocratie, aujourd'hui comme hier, ce n'est pas la désobéissance civile, mais l'obéissance servile.

(Jean-Marie Muller)

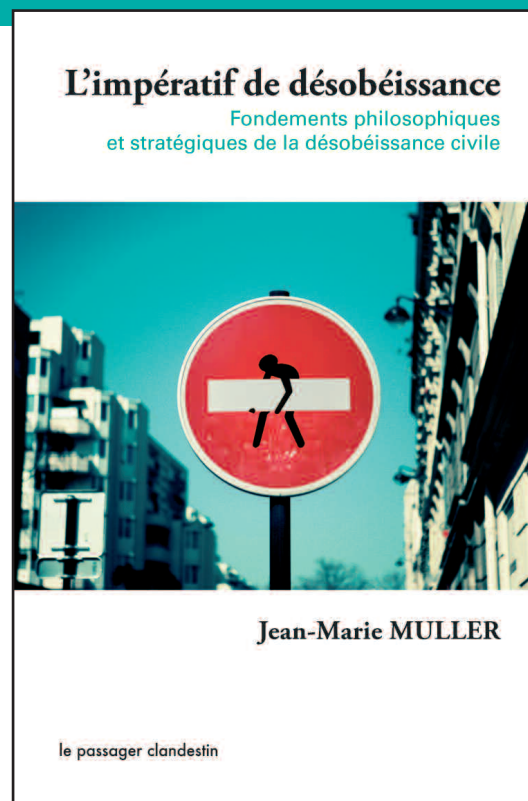
La notion de désobéissance civile connaît aujourd'hui un regain d'intérêt qui n'exclut pas toujours les approximations. Les noms de Thoreau, de Gandhi, de Martin Luther King, étroitement liés à son histoire, font désormais partie de la culture générale.

Mais on ne sait pas toujours que l'idée d'une obéissance conditionnelle à l'État et à ses lois émerge, sous la plume d'un John Locke, dès le XVII^e siècle ; que la désobéissance civile fut, à l'exemple des universitaires norvégiens en 1942, un des modes de résistance à l'occupation nazie ; qu'en Pologne notamment, c'est une authentique campagne de désobéissance civile qui précipita l'effondrement du régime communiste...

De Tolstoï à John Rawls, de la « marche du sel » en Inde aux « faucheurs volontaires » en France, ce concept s'est sans cesse enrichi sur les plans philosophiques et stratégiques. En un dialogue fertile avec les textes fondateurs et les grandes campagnes historiques, Jean-Marie Muller explique tous les ressorts de la désobéissance civile, et nous montre ce qu'elle est avant tout : un impératif personnel d'éprouver la légitimité de la loi ; et le cas échéant, la faculté de rompre avec son cadre rassurant.

Jean-Marie Muller en homme de terrain, montre aussi comment cette forme d'action directe non-violente, souvent efficace contre la tyrannie, peut et doit contribuer à la respiration de nos démocraties essoufflées.

Avec ce texte clair et foisonnant, le passager clandestin offre au public l'ouvrage de référence sur la question de la désobéissance civile.



« Il est naturel qu'en démocratie, le pouvoir politique bénéficie d'une présomption de légitimité, mais celle-ci n'est pas irréfragable, c'est-à-dire qu'il est possible de lui apporter une preuve contraire. Lorsque la loi cautionne ou engendre elle-même l'injustice, elle mérite la désobéissance des citoyens. La légalité des dispositions prises par l'État ne suffit pas à fonder leur légitimité. L'obéissance à la loi ne dégage pas le citoyen de sa responsabilité. La démocratie exige des citoyens responsables et non pas des individus disciplinés. »



Éditions le passager clandestin
12, rue Saint-Bernard 75011 Paris
www.lepassagerclandestin.fr

Presse : Frédérique Giacconi
06 12 96 83 58
giacomonifred@free.fr

TABLE DES MATIÈRES

Prologue

Les pionniers

Visite à Étienne de la Boétie

Visite à John Locke

Visite à Henry David Thoreau

Visite à Tolstoï

Les grandes campagnes

Gandhi, artisan de l'indépendance de l'Inde

Désobéir au nazisme

Le combat de Martin Luther King

À l'Est, désobéir au mensonge d'État

La désobéissance civile garante de la démocratie

Visite à John Rawls

Visite à Jürgen Habermas

Visite à Ronald Dworkin

Un civisme de dissentiment

Concept et stratégie

Du concept de « désobéissance civile »

Stratégie de la désobéissance civile

La désobéissance civile à l'heure française

Les premières campagnes

Quelques luttes d'aujourd'hui

Épilogue

Bibliographie

L'impératif

de désobéissance

« Depuis le commencement des mondes, pour devenir maître de son propre destin, l'homme s'est efforcé de conquérir sa liberté à travers les nécessités de la nature et les contraintes de la société dans lesquelles il s'est trouvé enserré. Dans cette conquête difficile, jamais définitive, toujours inachevée, il lui a constamment fallu tenter d'apprivoiser la loi. Aujourd'hui encore, les hommes ne cessent de s'interroger : la loi est-elle une garantie ou une menace pour la liberté ? La loi est-elle liberticide ? Est-elle libératrice ? »
(Prologue)



Photo de couverture
sur une idée originale de
Clet Abraham

L'impératif de désobéissance

en quelques lignes...

Réflexion rigoureuse et novatrice, ce livre est à la fois un traité philosophique et une réflexion stratégique fondée sur des expériences pratiques de désobéissance civile. L'ouvrage reprend d'abord le message des pères fondateurs : « pionniers » de la désobéissance civile, **Étienne de La Boétie**, **Henry David Thoreau** et **Léon Tolstoï**, ont eu l'immense mérite de faire valoir l'idée que les hommes, s'ils le veulent, ont le pouvoir de s'opposer efficacement à ceux qui détiennent la puissance.

Muller décortique la pensée des fondateurs du contrat social (**Hobbes**, **Locke**...). C'est John Locke qui le premier établit des limites à l'obéissance des citoyens : ceux-ci doivent juger la loi à laquelle ils obéissent ; il ne saurait leur être demandé d'obéir à la loi parce qu'elle est la loi, mais parce qu'elle est juste. Il définit ainsi un droit de résistance, un droit de désobéissance aux ordres arbitraires et illégaux des gouvernants.

Muller évoque ensuite **Gandhi** et le fait qu'un peuple entier prend avec lui conscience de son pouvoir de défier et finalement de défaire la puissance de l'empire qui l'asservissait sans recourir à la violence, mais en refusant simplement d'obéir à ses lois. Ce sont ensuite **Martin Luther King** et l'insurrection pacifique des Noirs des États-Unis dans les années 1960 qui offrent une parfaite illustration de la pertinence et de l'efficacité de la stratégie de non-coopération élaborée par le leader indien.

Muller visite également à nouveaux frais des théoriciens (**Rawls**, **Habermas** et **Dworkin**) dont les réflexions innovantes, à l'encontre des théories dominantes, sont décisives et largement ignorées en France.

Sans complaisance, il se penche sur notre faculté de soumission à l'autorité, et nous rappelle que « ce n'est pas la loi qui doit dicter ce qui est juste, mais ce qui est juste qui doit dicter la loi. »

Mais parce que la notion de désobéissance est bien sûr ambiguë, il s'attache aussi à définir avec la plus grande rigueur les conditions qui, pour des citoyens qui entendent assumer pleinement leurs responsabilités civiques, rendent légitime une action de désobéissance. À la fois exigence morale et méthode d'action, la désobéissance civile est définie par l'auteur sur le plan conceptuel et sur le plan stratégique.

Il analyse les grandes moments historiques mondiaux (lutte des Indiens pour leur indépendance, lutte des Noirs américains pour la conquête de leurs droits, résistance au nazisme, révolution antitotalitaire de 1989...) et les principales actions de désobéissance civile qui ont eu lieu en France : « manifeste des 121 » qui a revendiqué le droit à l'insoumission pendant la guerre d'Algérie, l'Action civique non-violente qui a organisé plusieurs actions pour protester contre les atteintes aux droits de l'homme dont étaient victimes les Algériens, lutte des objecteurs de conscience insoumis pour l'obtention d'un véritable statut, lutte pour l'obtention d'une loi sur l'interruption volontaire de grossesse, résistance des paysans du Larzac contre l'extension d'un camp militaire qui les aurait chassés de leurs terres, appel de 66 cinéastes pour revendiquer le droit d'héberger des étrangers en situation irrégulière...

Ces dernières années, la désobéissance civile a été également au cœur de plusieurs résistances qui ont permis de faire émerger cette notion dans le paysage politique français : actions des Désobéissants, lutte de l'association Droit au logement, résistance des « Démo » pour la reconnaissance des droits du peuple basque, lutte du Réseau éducation sans frontières (RESF) pour venir en aide aux enfants étrangers menacés d'expulsion, actions des faucheurs volontaires pour l'interdiction des cultures d'OGM, lutte des déboulonneurs de pub contre l'envahissement publicitaire, résistance des désobéisseurs de l'enseignement primaire pour lutter contre la déstructuration de l'école publique...

Jean-Marie Muller montre que, loin d'affaiblir la démocratie, la désobéissance civile est de nature à en restaurer le sens et à la renforcer. Contre l'inertie des institutions, l'autisme des professionnels de la politique, la prolifération des lois et leur usage électoraliste, les pratiques policières et judiciaires abusives, elle constitue pour les citoyens, une arme redoutable en même temps que l'occasion de reprendre enfin leur voix dans le débat démocratique.

« En définitive, la principale vertu du bon citoyen, n'est ni l'obéissance ni la désobéissance, elle est la responsabilité éthique qui doit le conduire, en chaque circonstance, à choisir politiquement ce qui a le plus de chances de réduire la violence parmi les hommes, le plus de chances de favoriser la justice la dignité, la liberté dans la société et dans le monde. C'est sous le sceau de cette responsabilité qu'il obéira ou désobéira à l'ordre, au commandement, à l'injonction, au décret, à la loi des autorités et des pouvoirs établis. Pour le citoyen responsable, la légalité ne sera jamais un critère de moralité. »

EN LIBRAIRIE le 7 avril 2011

L'auteur

Philosophe et écrivain, Jean-Marie Muller est membre fondateur du Mouvement pour une alternative non-violente (MAN) et directeur des études à l'Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits (IRNC). Auteur de nombreux ouvrages sur la non-violence, dont plusieurs publiés à l'étranger, il a participé à de nombreuses actions publiques et a organisé des formations sur la résistance non-violente à travers le monde entier. Il a accompagné les luttes et témoigné à maintes occasions devant les tribunaux, des objecteurs aux enseignants « désobéisseurs » en passant par les « faucheurs » et les « déboulonneurs ».

Principaux ouvrages du même auteur

L'évangile de la non-violence, Fayard, 1969.

César Chavez, un combat non-violent (en collaboration avec Jean Kalman), Fayard/Le Cerf, 1977.

Stratégie de l'action non-violente, Seuil, « Points Politique », 1981.

Vous avez dit : « Pacifisme » ? De la menace nucléaire à la défense civile non-violente, Le Cerf, 1984.

La dissuasion civile (en collaboration avec Christian Mellon et Jacques Semelin), Fondation pour les études de défense nationale, 1985.

Désobéir à Vichy. La résistance civile de fonctionnaires de police, Presses universitaires de Nancy, 1994.

Gandhi, la sagesse de la non-violence, Desclée de Brouwer, 1994.

Simone Weil, l'exigence de non-violence, Desclée de Brouwer, 1995, (Prix Anne de Jaeger).

Le principe de non-violence, Parcours philosophique, Desclée de Brouwer, 1995, Marabout, 1999.

Comprendre la non-violence (en collaboration avec Jacques Semelin), Non-Violence Actualité, 1995.

Guy Riobé et Jacques Gaillot. Portraits croisés, Desclée de Brouwer, 1996.

Principes et méthodes de l'intervention civile, Desclée de Brouwer, 1997.

Gandhi l'insurgé, L'épopée de la marche du sel, Albin Michel, 1997.

Les moines de Tibhirine, « témoins » de la non-violence, éditions Témoignage Chrétien, 1999.

Le courage de la non-violence, Les Éditions du Relié, 2001.

Charles de Foucauld, Frère universel ou moine soldat ?, La Découverte, 2002.

De la non-violence en éducation, Unesco, 2002

(Préface de Koïchiro Matsuura, directeur général de l'Unesco).

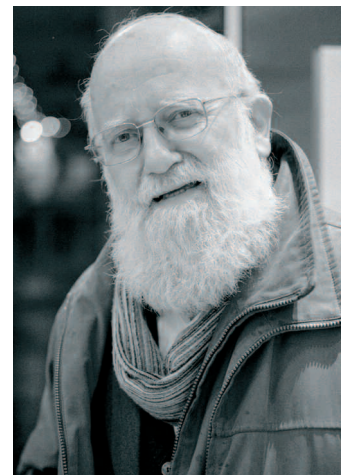
Dictionnaire de la non-violence, Les Éditions du Relié Poche, 2005.

Gandhi, sage et prophète (en collaboration avec Alain Refalo), Centre des ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées, coll. « Culture de non-violence », 2007.

Désarmer les dieux, Le christianisme et l'islam au regard de l'exigence de non-violence, Les Éditions du Relié Poche, 2010.

Supplique à un prix Nobel en guerre, Ilots de résistance, 2010.

Les Français peuvent-ils vouloir renoncer à l'arme nucléaire ?, Les Éditions du MAN, 2010.



« La désobéissance aux lois injustes est un devoir moral. La désobéissance civile est la respiration de la démocratie. Ne sous-estimons pas le risque que le règne de la loi et de l'ordre devienne une dictature. Pas forcément une dictature qui emprisonne et qui torture, mais plus probablement une dictature qui anesthésie les consciences et endort les volontés dans l'assujettissement à l'habitude et à la normalité. Sans conteste, la désobéissance civile offre une nouvelle forme de radicalité politique qui porte le désir de transformer la société. »

Éditions le passager clandestin

Code APE : 221A

N° siret : 49421050300012

Les éditions le passager clandestin sont diffusées par Pollen.



Éditions le passager clandestin
12, rue Saint-Bernard 75011 Paris
www.lepassagerclandestin.fr

Presse : Frédérique Giacconi
06 12 96 83 58
giacomonifred@free.fr